

# Le Tibet face à l'impérialisme chinois - Le Courrier

Depuis son annexion par la Chine, le Tibet ne jouit du statut de «région autonome» que sur papier. Privés de leurs droits, de nombreux Tibétains ont choisi l'exil. La Société d'amitié suisse-tibétaine rappelle que la lutte de cette communauté est «emblématique du combat de tous les peuples opprimés». Une table ronde est prévue le 27 septembre à Genève.



Des membres de la diaspora tibétaine d'Europe s'étaient rassemblés devant l'ONU, à Genève, le 10 mars 2018, pour commémorer le 59e anniversaire du soulèvement national tibétain contre l'occupation chinoise. KEYSTONE/Martial Trezzini

## [Solidarité](#)

Région profondément marquée – comme la Mongolie ou la Bouriatie – par une forme particulière du bouddhisme, dit véhicule du diamant (*vajrayana*<sup>1</sup> Blofeld, J., *Le bouddhisme tantrique du Tibet*, Paris, Seuil, Collection Points/Sagesse, 1976 (éd. originale 1970)., le Tibet reste entouré d'un halo de mystère. Qu'on le connaisse à travers les ouvrages de l'exploratrice Alexandra David-Néel qui a réussi à déjouer tous les interdits<sup>2</sup>David-Néel, A., *Mystiques et magiciens au Tibet*, Paris, Plon, 1ère éd. 1929 (Pocket n° 1921); *Voyage d'une Parisienne à Lhassa*, Paris, Plon, 1ère éd. 1926 (Pocket n° 2095), les récits d'Ella Maillart ou de *Tintin au Tibet*, le «pays des Neiges» s'est retrouvé bien malgré lui à la une de l'actualité en 1951. En effet, dans le sillage de sa conquête de la Chine, Mao n'avait nullement l'intention de s'arrêter à une frontière qu'il ne reconnaissait pas, bien que le droit international relevait l'indépendance de fait de cette région d'Asie centrale.

## Froidement annexé en 1951

En juillet 1960, la Commission internationale des juristes publiait les conclusions de son Comité d'enquête sur la question du Tibet. Après examen approfondi, ce dernier a en effet constaté «que le Tibet était un Etat indépendant, tout au moins de facto, au moment où l'Accord dit 'sur les mesures de libération pacifique du Tibet' a été signé en 1951 (...); de 1913 à 1950, le Tibet réunissait les éléments constitutifs d'un Etat, au sens du droit international public. En 1950, il y avait là une population fixée sur un territoire et régie par un gouvernement qui administrait les affaires intérieures sans aucune immixtion étrangère. De 1913 à 1950, les relations extérieures du Tibet relevaient de

son propre gouvernement; il ressort des documents officiels que les pays qui entretenaient alors avec le Tibet des relations diplomatiques l'ont toujours traité en fait comme un Etat souverain»<sup>3</sup>CIJ, Genève, juillet 1960, Le Tibet et la République populaire de Chine, p. 6.. Une lointaine suzeraineté de l'empereur de Chine en était la seule relativisation, mais dans la pratique, le Tibet se gouvernait bien lui-même. Prétextant la nécessité de «libérer» le peuple tibétain qui n'en était aucunement demandeur et d'éliminer «l'influence des forces agressives de l'impérialisme au Tibet»<sup>4</sup>Préambule de l'«Accord» de 1951., l'Armée rouge entra dans Lhassa en 1950 et prit ses quartiers en face de la résidence du dalaï-lama, le Norbulingka. Le 14e dalaï-lama <sup>5</sup>Barraux, R. Histoire des dalaï-lamas, Paris, Albin Michel, 1993., chef spirituel et temporel du peuple tibétain, avait alors tout juste 16 ans.

Un temps, il sembla qu'une sorte de coexistence soit possible. En effet, si l'«accord» imposé en 1951 à la partie tibétaine consacrait la fin de toute indépendance nationale, il affirmait aussi que «les autorités centrales n'altéreront pas le système politique existant au Tibet, (...) ne modifieront pas non plus le statut établi, les fonctions et les pouvoirs du dalaï-lama. Les responsables des divers rangs resteront à leur poste comme d'habitude. Pour ce qui est des différentes réformes au Tibet (...) le gouvernement local du Tibet pourra mettre en œuvre les réformes selon son propre gré (...). Les croyances religieuses, les traditions et les coutumes du peuple tibétain seront respectées, et les monastères lamaïques seront protégés. Les autorités centrales ne toucheront pas aux ressources des monastères.»<sup>6</sup>[www.tibet-info.net/www/L-Accord-en-17-points.html](http://www.tibet-info.net/www/L-Accord-en-17-points.html)

Puis fut mis en place un comité préparatoire pour définir le statut de la «Région autonome du Tibet», en réalité une tentative de piéger les notables tibétains, dilués dans une majorité de collaborateurs et de Chinois. Il apparut assez vite que l'«accord», malgré les efforts du gouvernement tibétain, n'était qu'une façade; dans le pays, le mécontentement face à l'envahisseur grandissait.

En mars 1959, le commandement militaire de Lhassa invita le dalaï-lama à assister à un spectacle dans le cantonnement chinois, mais – contrairement au protocole – sans sa garde de vingt-cinq soldats tibétains et ses proches collaborateurs. Flairant le piège, craignant son enlèvement et son emprisonnement, la capitale se souleva. La répression qui s'ensuivit n'eut rien à envier à celle qui, trente ans plus tard, écrasera la révolte étudiante sur la place Tien An Men; un déluge d'artillerie s'abattit sur la ville et ses principaux monuments, laissant un large nombre de morts et de blessés. Le dalaï-lama dut s'exiler en Inde, suivi par des dizaines de milliers de ses compatriotes. Le gouvernement tibétain fut démis et une période d'implacable mise au pas commença. <sup>7</sup>Pour un récit détaillé de ces journées décisives, lire Tenzin Gyatso Dalaï-lama, mon pays et mon peuple, Genève, Olizane, 1984 (éd. originale 1962).

Depuis, il y a deux Tibet. Celui des communautés tibétaines en exil, environ 130 000 personnes habitant principalement en Inde mais aussi dans d'autres parties du monde – Europe et Etats-Unis – et celui des actuellement six millions de Tibétains et Tibétaines vivant sur place.

## Un peuple dépossédé

Le Tibet en exil choisit, sous la conduite du dalaï-lama, de se doter d'une gouvernance démocratique, avec un parlement élu par les communautés tibétaines du monde, un gouvernement responsable devant lui et une commission de justice; les Tibétain-e-s sont bien sûr soumis aux législations des Etats dans lesquels ils résident. Il développe une action soutenue pour rappeler la situation du peuple tibétain, et cherche en vain le dialogue avec le pouvoir chinois. En 2011, le dalaï-lama renonça à toute fonction politique, se concentrant sur son rôle de guide spirituel, et dispensant au monde son enseignement d'humanisme, de fraternité et de respect de la nature. La position du gouvernement en exil n'est pas, contrairement à ce que la propagande chinoise aime à faire croire, de retrouver une indépendance perdue, mais que la «Région autonome du Tibet» soit ce qu'elle prétend être.

Au Tibet, la révolution culturelle fut particulièrement dévastatrice. Temples, monastères, statues, enluminures, manuscrits précieux furent taillés en pièces, démantelés, jetés au feu ou anéantis d'une autre manière. Depuis 1959, 90% des biens et sites culturels, religieux et traditionnels tibétains ont été détruits et une petite partie seulement remise en état.

Puis la région, devenue colonie de peuplement chinoise, a vu ses ressources naturelles saccagées et s'installer un mode de vie occidentalisé et consumériste à l'excès, si bien que le peuple tibétain se retrouve étranger dans son propre pays. La sédentarisation forcée de milliers de nomades a rendu leur mode de vie ancestral pratiquement impossible.

Inutile de dire qu'il n'y existe – comme d'ailleurs partout en Chine – aucune liberté d'association ni d'expression. Si l'enseignement et la pratique de la médecine tibétaine semblent possibles, celles de la langue ou de la religion sont à la merci des humeurs des dirigeants chinois. Depuis quelque temps, des représentants du gouvernement et du parti ont pris le contrôle de la plupart des monastères et lieux de culte encore ouverts, veillant à ce qu'ils restent dans la ligne officielle.

## Ambivalence helvétique

Devant cette impasse, plus de 150 Tibétain-e-s se sont immolés par le feu depuis 2009. Et c'est avec fermeté que le peuple tibétain maintient en son for intérieur sa culture et sa foi bouddhiste. Son attachement au dalaï-lama reste entier, même s'il est interdit de prononcer son nom et de posséder son portrait. Seul le Xinjiang (ou Turkestan oriental) subit une répression plus systématique encore, mettant en œuvre une surveillance totale de la population, sous prétexte de menées islamistes dans cette région d'obéissance musulmane.

La Suisse a été à la fois un des premiers pays à reconnaître la victoire de Mao en 1949 et, dix ans plus tard, à accueillir un nombre important de réfugiés tibétains. La communauté tibétaine de Suisse compte aujourd'hui quelque 7500 personnes – très majoritairement en Suisse alémanique –; elle fait un maximum pour cultiver ses traditions culturelles et religieuses, notamment leur transmission aux jeunes générations.

Selon sa pratique constante, la Chine proteste dès qu'une autorité se permet d'avoir un contact avec un-e représentant-e du gouvernement tibétain en exil, voire de recevoir le dalaï-lama. On observe aussi des menées d'agents chinois en Suisse, et les sans-papiers tibétains doivent se rendre au consulat de Chine pour leurs documents officiels... La Suisse a même renoncé depuis 2014 à spécifier leur origine tibétaine.

Ces éléments sont des signaux d'alarme alors que la solidarité avec le peuple tibétain est plus importante que jamais. D'une part, parce que les droits humains ne se divisent pas. D'autre part, parce que même (et surtout) la plus grande puissance du monde a besoin qu'on lui fixe des limites. Gagner des parts de marché, faire de bonnes affaires, ne peut jamais justifier de céder devant la violation des droits humains.

## Table ronde à Genève

La situation au Tibet illustre bien la façon des dirigeants chinois de voir le monde, et nous sommes tous concernés. La Société d'amitié suisse-tibétaine (SAST) organise une table ronde intitulée «Le Tibet face à l'impérialisme chinois» vendredi 27 septembre à l'UOG. Y participeront Marguerite Contat, Lizza Mazzone, Sonam Monkhar, Carlo Sommaruga et Adrien-Claude Zoller. La SAST développe depuis 1983 ses actions d'information, politiques et culturelles, en lien étroit avec le Groupe parlementaire pour le Tibet, dont la trentaine de membres déploient une intense activité. En réaffirmant la solidarité entre la Suisse et le Tibet, la SAST souligne la nécessité d'une attitude ferme de notre pays face aux dictatures quelles qu'elles soient. En ce sens, le combat non violent du peuple tibétain est emblématique du combat de tous les peuples opprimés du monde.

*Ve. 27 septembre à 20h, à l'Université ouvrière de Genève (UOG), 3, pl. des Grottes, amphi. Berenstein.*

Coreponsable de la section romande de la Société d'amitié Suisse-tibétaine.

CONTRECHAMP

## Tibet steht vor dem chinesischen Imperialismus

Tibet genießt seit seiner Annexion durch China den Status einer "autonomen Region" nur auf dem Papier. Viele Tibeter wurden ihrer Rechte beraubt und entschieden sich für das Exil. Die schweizerisch-tibetische Freundschaftsgesellschaft erinnert daran, dass der Kampf dieser Gemeinschaft "ein Symbol für den Kampf aller unterdrückten Völker ist". Ein runder Tisch ist für den 27. September in Genf angesetzt.

SONNTAG, 8. SEPTEMBER 2019 RENÉ LONGET

Mitglieder der tibetischen Diaspora aus Europa versammelten sich am 10. März 2018 bei den Vereinten Nationen in Genf, um den 59. Jahrestag des tibetischen Nationalaufstands gegen die chinesische Besatzung zu feiern. KEYSTONE / Martial Trezzini

**SOLIDARITÄT** Die Region, die - wie die Mongolei oder Burjatien - tief von einer bestimmten Form des Buddhismus geprägt ist, ist von einem geheimnisvollen Heiligenschein umgeben ( *Vajrayana* <sup>1</sup> , Tibet). Wir kennen ihn aus den Werken des Forschers Alexandra David-Néel, der es gelang, alle Verbote <sup>2</sup> , die Geschichten von Ella Maillart oder *Tim* und *Struppi in Tibet* , dem "Land des Schnees", zu vereiteln , wurde in den Nachrichten von 1951 wider Erwarten ein Erfolg Tatsächlich hatte Mao nach seiner Eroberung Chinas nicht die Absicht, an einer Grenze anzuhalten, die er nicht erkannte, obwohl das Völkerrecht auf die tatsächliche Unabhängigkeit dieser Region hinwies. Zentralasien.

Blofeld, J.,

Le bouddhisme tantrique du Tibet, Paris, Seuil, Collection Points/Sagesse, 1976 (éd. originale 1970).

David-

Néel, A., *Mystiques et magiciens au Tibet*, Paris, Plon, 1ère éd. 1929 (Pocket n° 1921); *Voyage d'une Parisienne à*

Lhassa, Paris, Plon, 1ère éd. 1926 (Pocket n° 2095)

## 1951 kalt annektiert

Im Juli 1960 veröffentlichte die Internationale Juristenkommission die Schlussfolgerungen ihres Untersuchungsausschusses zur Tibetfrage. Letztere hat nach sorgfältiger Prüfung tatsächlich festgestellt, "dass Tibet zum Zeitpunkt der Unterzeichnung des Abkommens von" Maßnahmen zur friedlichen Befreiung Tibets "im Jahr 1951, zumindest de facto, ein unabhängiger Staat war" (...); Von 1913 bis 1950 vereinte Tibet die Bestandteile eines Staates im Sinne des Völkerrechts. 1950 gab es eine feste Bevölkerung auf einem Gebiet, die von einer Regierung regiert wurde, die die inneren Angelegenheiten ohne jegliche Einmischung von außen verwaltete. Von 1913 bis 1950 standen die Außenbeziehungen Tibets unter eigener Regierung.<sup>3</sup> Eine entfernte Oberhoheit des Kaisers von China war die einzige Relativierung, aber in der Praxis regierte sich Tibet selbst. Die Rote Armee gab vor, das tibetische Volk, das keinen Anspruch darauf hatte, zu "befreien" und "den Einfluss aggressiver imperialistischer Kräfte in Tibet zu beseitigen"<sup>4</sup>. 1950 marschierte sie in Lhasa ein und ließ sich nieder vor der Residenz des Dalai Lama Norbulinka. Das 14. Dalai Lama<sup>5</sup>, geistiges und weltliches Oberhaupt der Tibeter, war damals gerade 16 Jahre alt.

CIJ, Genève, juillet 1960, Le Tibet et la République populaire de Chine, p. 6. Préambule de l'«Accord» de 1951. Barraux, R. Histoire des dalai-lamas, Paris, Albin Michel, 1993.

Einst schien eine Art Koexistenz möglich zu sein. In der Tat, wenn das "Abkommen", das 1951 auf tibetischer Seite geschlossen wurde, das Ende aller nationalen Unabhängigkeit einläutete, bekräftigte er auch, dass "die zentralen Behörden das bestehende politische System in Tibet nicht ändern werden, (...) nicht sowie den Status, die Funktionen und die Befugnisse des Dalai Lama. Die Anführer der verschiedenen Ränge bleiben wie gewohnt auf ihren Posten. In Bezug auf die verschiedenen Reformen in Tibet (...) kann die lokale Regierung Tibets die Reformen nach eigenem Ermessen durchführen (...). Die religiösen Überzeugungen, Traditionen und Bräuche des tibetischen Volkes werden respektiert und die lamaistischen Klöster werden geschützt. Die Zentralbehörden werden die Ressourcen der Klöster nicht berühren."<sup>6</sup>

www.tibet-info.net/www/L-Accord-en-17-points.html

Dann wurde ein Vorbereitungskomitee eingesetzt, um den Status der "Autonomen Region Tibet" zu definieren, in der Tat ein Versuch, die tibetischen Persönlichkeiten zu fangen, verwässert durch die Mehrheit der Kollaborateure und Chinesen. Es stellte sich bald heraus, dass das "Abkommen" trotz der Bemühungen der tibetischen Regierung nur eine Fassade war; Auf dem Land wuchs die Unzufriedenheit mit dem Eindringling.

Im März 1959 lud das Militärkommando von Lhasa den Dalai Lama zu einem Auftritt im chinesischen Kanton ein, jedoch entgegen dem Protokoll, ohne dass er 25 tibetische Soldaten und seine engen Mitarbeiter festhielt. Die Hauptstadt roch an der Falle und fürchtete seine Entführung und Inhaftierung. Die darauffolgende Unterdrückung hatte nichts zu beneiden, was 30 Jahre später den Studentenaufstand auf dem Platz Tien An Men niederschlagen würde. Eine Flut von Artillerie schlug auf die Stadt und ihre Hauptdenkmäler ein und hinterließ eine große Anzahl von Toten und Verwundeten. Der Dalai Lama wurde nach Indien ins Exil gezwungen, gefolgt von Zehntausenden seiner Landsleute. Die tibetische Regierung wurde entlassen und eine Periode unerbittlichen Beginns begann.<sup>7</sup>

Pour un récit détaillé de ces journées décisives, lire Tenzin Gyatso Dalai-lama, mon pays et mon peuple, Genève, Olizane, 1984 (éd. originale 1962).

Seitdem gibt es zwei Tibeter. Die der tibetischen Exilgemeinden, von denen etwa 130.000 hauptsächlich in Indien, aber auch in anderen Teilen der Welt - Europa und den Vereinigten Staaten - leben, und die der derzeit sechs Millionen Tibeter und Tibeter, die vor Ort leben.

## Ein enteignetes Volk

Tibet im Exil beschließt unter der Führung des Dalai Lama, eine demokratische Regierungsform mit einem von den tibetischen Gemeinschaften der Welt gewählten Parlament, einer verantwortlichen Regierung vor ihm und einer Kommission der Justiz zu erlangen. Die Tibeter unterliegen natürlich den Gesetzen der Staaten, in denen sie leben. Er entwickelt eine nachhaltige Aktion, um die Situation des tibetischen Volkes in Erinnerung zu rufen, und sucht vergeblich den Dialog mit der chinesischen Macht. Im Jahr 2011 gab der Dalai Lama jede politische Funktion auf, konzentrierte sich auf seine Rolle als spiritueller Führer und gab der Welt seine Lehre von Humanismus, Brüderlichkeit und Respekt vor der Natur. Die Position der Exilregierung widerspricht nicht dem Glauben der chinesischen Propaganda, die verlorene Unabhängigkeit zurückzugewinnen.

In Tibet war die Kulturrevolution besonders verheerend. Tempel, Klöster, Statuen, Illuminationen, kostbare Manuskripte wurden in Stücke geschnitten, zerlegt, ins Feuer geworfen oder auf andere Weise vernichtet. Seit 1959 wurden 90% des tibetischen kulturellen, religiösen und traditionellen Eigentums und der Stätten zerstört und nur ein kleiner Teil wurde saniert.

Dann wurden in der Region, die zu einer chinesischen Siedlung geworden ist, die natürlichen Ressourcen geplündert und die Lebensweise verwestlicht und die Konsumgewohnheiten übertrieben, so dass das tibetische Volk Ausländer in seinem eigenen Land findet. Die erzwungene Ansiedlung von Tausenden von Nomaden hat ihre angestammte Lebensweise praktisch unmöglich gemacht.

Unnötig zu erwähnen, dass es - wie überall in China - keine Vereinigungs- oder Meinungsfreiheit gibt. Wenn es möglich erscheint, tibetische Medizin zu lehren und zu praktizieren, sind diejenigen, die Sprache oder Religion sprechen, den Stimmungen der chinesischen Führer ausgeliefert. Seit einiger Zeit haben Regierungs- und Parteibeamte die Kontrolle über die meisten noch offenen Klöster und Kultstätten übernommen und halten sie in der offiziellen Linie.

## Schweizer Ambivalenz

Angesichts dieser Pattsituation haben sich seit 2009 mehr als 150 Tibeter durch Feuer entzündet. Und mit Bestimmtheit hat das tibetische Volk seine Kultur und seinen buddhistischen Glauben in seinem Herzen. Seine Verbundenheit mit dem Dalai Lama bleibt erhalten, obwohl es verboten ist, seinen Namen auszusprechen und sein Porträt zu haben. Nur Xinjiang (oder Ostturkistan) wird unter dem Vorwand islamistischer Praktiken in dieser Region des muslimischen Gehorsams systematischer unterdrückt und überwacht.

Die Schweiz war eines der ersten Länder, das 1949 Maos Sieg anerkannte und zehn Jahre später eine bedeutende Anzahl tibetischer Flüchtlinge

aufnahm. Die tibetische Gemeinschaft in der Schweiz zählt heute rund 7500 Personen - die überwiegende Mehrheit davon in der deutschsprachigen Schweiz; es bemüht sich nach Kräften, seine kulturellen und religiösen Traditionen zu pflegen, einschließlich ihrer Weitergabe an jüngere Generationen.

Entsprechend seiner konsequenten Praxis protestiert China, sobald sich eine Behörde erlaubt, Kontakt zu einem Vertreter der tibetischen Exilregierung aufzunehmen oder sogar den Dalai Lama zu empfangen. Es gibt auch chinesische Agenten in der Schweiz, und tibetische Migranten ohne Papiere müssen ihre offiziellen Dokumente beim chinesischen Konsulat einholen ... Die Schweiz hat sogar seit 2014 aufgegeben, um ihre tibetische Herkunft anzugeben.

Diese Elemente sind Warnsignale, während Solidarität mit dem tibetischen Volk wichtiger denn je ist. Einerseits, weil sich die Menschenrechte nicht teilen. Zum anderen, weil auch (und gerade) die größte Macht der Welt Grenzen braucht. Marktanteile zu gewinnen, gute Geschäfte zu machen, kann es niemals rechtfertigen, Menschenrechtsverletzungen nachzugeben.

---

## RUNDER TISCH IN GENÈVE

Die Situation in Tibet ist ein gutes Beispiel dafür, wie chinesische Führer die Welt sehen, und wir alle sind besorgt. Die Schweizerisch-Tibetische Freundschaftsgesellschaft (SAST) organisiert am Freitag, den 27. September im UOG einen Runden Tisch mit dem Titel "Der Tiber gegen den chinesischen Imperialismus". Teilnahme an Marguerite Contat, Lizza Mazzone, Sonam Monkhar, Carlo Sommaruga und Adrien-Claude Zoller. Seit 1983 entwickelt SAST seine politischen und kulturellen Informationsaktivitäten in enger Zusammenarbeit mit der tibetischen Parlamentsgruppe, deren 30 Mitglieder eine intensive Tätigkeit ausüben. SAST bekräftigt die Solidarität zwischen der Schweiz und Tibet und betont die Notwendigkeit einer festen Haltung unseres Landes gegenüber Diktaturen. In diesem Sinne

*Ve. 27. September um 20 Uhr an der Arbeiteruniversität Genf (UOG), 3. pl. Höhlen, Amphitheater. Berenstein.*

## AUFZEICHNUNGEN

---

1. ↑ Blofeld, J., Tibetischer Tantrischer Buddhismus, Paris, Seuil, Sammlung Points / Wisdom, 1976 (Originalausgabe, 1970).
2. ↑ David-Neel, A., Mystiker und Zauberer in Tibet, Paris, Plön, 1. Aufl. 1929 (Pocket Nr. 1921); Reise einer Pariserin nach Lhasa, Paris, Plön, 1. Aufl. 1926 (Pocket n° 2095)
3. ↑ IGH, Genf, Juli 1960, Tibet und die Volksrepublik China, p. 6.
4. ↑ Präambel des "Abkommens" von 1951.
5. ↑ Barraux, R. Geschichte der Dalai Lamas, Paris, Albin Michel, 1993.
6. ↑ [www.tibet-info.net/www/L-Accord-en-17-points.html](http://www.tibet-info.net/www/L-Accord-en-17-points.html)
7. ↑ Für eine detaillierte Darstellung dieser entscheidenden Tage lesen Sie Tenzin Gyatso Dalai Lama, mein Land und meine Leute, Genf, Olizane, 1984 (Originalausgabe, 1962).

Co-Leiter der französischsprachigen Sektion der Swiss-Tibetan Friendship Society.